



CDAS du 21 juin 2018

fo.044@dgfip.finances.gouv.fr

(Site Versailles 02 40 20 76 56 – Site Cambronne : 02 51 12 87 07)

Recrutement d'un nouveau délégué.

Ce CDAS était le dernier pour le délégué en place qui n'a pas souhaité renouvelé son mandat. Un nouveau comité devrait se réunir début septembre pour recevoir les candidats (2A, 2B et 1C à ce jour). **FO** a déploré que les 4 assistants de délégation (voir tableau ci-dessous) doivent assurer seuls la gestion de l'Action sociale jusqu'à la prise de service du(de la) successeur(se). **FO** déplore qu'il n'y aura pas eu de tuilage.

Par ailleurs, **FO** est à l'initiative d'un vœu par lequel les représentants des Personnels en CDAS demandent à ce que les agents de toutes catégories puissent postuler : en effet, réglementairement tous sont en droit de le faire mais la DGAFP ne souhaite recruter que des agents de catégorie B. Tous les candidats seront auditionnés par les représentants en CDAS, sur la base d'une grille commune de questions et dans un climat convivial. **FO** y veillera.

Bilan du mandat

Ce mandat aura été celui du changement, sur tout le territoire comme dans le 44 .

Dans le 44	2013		2018	
	Action sociale et CHORUS		Action Sociale	CHORUS
	1 délégué, 1 chargé CHORUS et 7 assistants travaillant sur les 2 missions		1 délégué 4 assistants	1 chargé CHORUS 2 assistants

La scission de la délégation entre les assistants qui travaillent sur la mission CHORUS et ceux qui sont à proprement parlé sur l'activité sociale (arbre de Noël, sorties, restauration, logements, colonies, etc) s'est faite contre l'avis des assistants et du CDAS.

Les orientations de l'Action sociale

Il y a du mouron à se faire... Plusieurs groupes de travail ont eu lieu depuis le début 2018 au niveau national, suite aux résultats de l'enquête réalisés auprès de 15 000 agents.

1^{er} constat : très largement abordés à l'occasion du GT du 25 mai, les résultats de l'enquête de 2017 ont démontré une méconnaissance, pour une partie non négligeable des agents, des prestations auxquelles ils ont droit.

	Taux de non-connaissance		Taux d'utilisation	
	En centrale	Dans les départements	En centrale	Dans les départements
Restauration	Non connu	Non connu	87 %	69 %
Logement	32 %	25 %	40 %	42 %
Vacances	24 %	27 %	24 %	31 %

Exemple : ¼ des personnes interrogées ne connaît pas l'EPAF, association en charge des vacances loisirs pour les enfants et les adultes. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer comme la distribution en nombre insuffisante des catalogues publiés par cette association.

D'autre part, au niveau national, le peu de visibilité des sites internet des trois associations, tant sur le portail ministériel que directionnel, a été souligné. La création d'un site unique ne constitue pas une solution suffisante.

FO a suggéré une éventuelle modification d'appellation des associations, plus évocatrice de leur objet social. Qui peut dire ce que les acronymes AGRAF¹, ALPAF² et EPAF³ signifient ? Même la Secrétaire Générale a convenu de son ignorance sur ce point. Et elle est loin d'être la seule !



1 - AGRAF : Association pour la Gestion des Restaurants des Administrations Financières

2 - EPAF : Association Éducation Plein Air Finances

3 - ALPAF : Association pour le Logement du Personnel des Administrations Financières

Bilan de la restauration

Revendication de **FO** en matière de restauration

FO est attaché à la restauration collective de proximité et de qualité qui constitue une obligation pour l'employeur y compris pour les structures à faibles effectifs.

Dans le cadre de regroupement de postes, l'administration occulte souvent les besoins des agents en matière de restauration : **FO** revendique qu'avant chaque restructuration de services, l'administration planifie en concertation avec les organisations syndicales, des solutions de restauration adaptées. **FO** demande également lors de toute implantation administrative nouvelle, la création d'un restaurant administratif sur place.

De plus, **FO** dénonce la recherche de conventionnements à "tout prix", y compris avec des structures à caractère commercial, dans le but de supprimer l'attribution du titre restaurant ou de fermer des restaurants administratifs.



La restauration collective reste le premier poste budgétaire de l'action sociale pour la DGFIP, avec une part atteignant près de 87% (dotation de 7 212 958 d'€).

93 % des agents ont un accès à la restauration collective mais seulement 30 à 40 % y accèdent.

Un GT national s'est tenu le 14 février sur ce point : les petites structures sont en péril !

Si initialement ce GT avait à débattre de l'avenir des petites et moyennes structures (30 couverts ou 20 % de fréquentation), il semble au regard de ce qui remonte des départements que le fléchage ait évolué.

Exemples de sites dans le diagnostic engagé en 2018 : Roanne (141 agents) Garges les Goneses (138), Evreux (136), Morlaix (110),

NB : pas de nouveau site de Loire-Atlantique concerné (le cas de Châteaubriant avait été évoqué début 2018 en Gt national). Pas contre l'installation des agents de la Tour de Bretagne va se faire dans un site, proche de la gare sud (Kibori) dépourvu de restauration collective. A terme, ils devraient être affectés dans la future cité administrative "Man Doumergue" : ce projet aura aussi pour conséquence une période sans restauration collective sur le place entre la destruction de l'actuel et la construction du futur bâtiment (d'ici à 2022). Des solutions alternatives devraient être proposées aux collègues (MAN, INSEE, ..) ; Nous aurons bien entendu à révoquer ce dossier.



Bilan du logement

Revendication de **FO** en matière de restauration



FO au niveau national, a fait le constat que l'attribution d'un logement social reste plus que jamais une des préoccupations majeures des agents, dans un contexte immobilier caractérisé par une forte hausse des prix et des loyers, et par une stagnation du volume de logements sociaux. Cette situation, conjuguée à la perte de pouvoir d'achat des agents, pèse de plus en plus lourdement sur les revenus des ménages (rapport loyer/revenus).

FO revendique un nouveau plan ministériel de créations et de réservations de logements sur l'ensemble du territoire (y compris les DOM/COM) et demande que l'ALPAF rappelle aux bailleurs leurs obligations de rénovation du parc existant.

FO réclame l'adaptation des réservations de logements en termes d'implantation géographique et de structures (nombre de pièces et typologie), l'élargissement des règles d'attribution, l'assouplissement du critère «une pièce/une personne» notamment pour les familles monoparentales.

Compte tenu d'un contexte particulier d'arrivée d'agents des directions dans la période de juin à septembre, les agents quelle que soit la catégorie, doivent pouvoir disposer d'une offre de logements.

FO exige que des moyens supplémentaires soient alloués à l'ALPAF pour répondre à l'afflux de demandes des agents et que le programme d'adaptation des logements aux personnes en situation de handicap dans le cadre de la législation en vigueur soit poursuivi.

FO revendique la mise en place d'un système de garantie des loyers et de caution par l'État employeur.

La carence en logements est dénoncée depuis de nombreuses années par **FO (pour mémoire, la subvention de l'ALPAF a été amputé de 1,8M€ en 2015 et celle de 30M€ de 2016 n'a pas été versée).**

En ce qui concerne le 44, plusieurs logements ont été rendus ces dernières années, du fait de leur non-adaptation à la demande actuelle (taille des logements ne convenant pas aux jeunes agents, loyers trop élevés en comparaison du marché local, ..). Une dizaine de nouveaux logements en provenance d'un bailleur social qui répondent davantage à la demande devraient être livrés fin 2018/début 2019 (Ile de Nantes et Sud-Loire).

Bilan des colonies

Les revendications **FO** en matière de colonies

FO en matière de colonies, condamne les mesures appliquées au secteur vacances-enfants notamment :

- ★ les augmentations systématiques de la participation des familles,
- ★ Le transfert des frais de pré-acheminement sur les familles.

FO revendique :

- ★ la prise en charge de la totalité des frais d'acheminement, des enfants, à partir du domicile jusqu'au centre de regroupement ou jusqu'au centre de vacances pour les séjours courts,
- ★ le maintien de prestations de qualité,
- ★ la remise en place des séjours linguistiques.



FO dénonce une pratique tendant à facturer hors forfait un certain nombre de prestations et revendique une formule "tout compris" dans l'offre tarifaire.

FO reste attaché à la poursuite du programme de rénovation des centres de vacances.

FO reste particulièrement vigilant face à la politique d'extension des prestations vacances-familles aux agents des autres ministères par le recours à des conventions.

FO prend acte du maintien des actions en faveur de l'accueil en centres de vacances des enfants porteurs de handicaps et réaffirme la nécessité de poursuivre cette démarche.

Depuis plusieurs années, le constat est le même : la fréquentation est en baisse, plus particulièrement chez les 6-9 ans. Les raisons semblent être :

- la baisse du pouvoir d'achat,
- l'évolution des modes de vie,
- les questions de sécurité,
- la longueur des délais d'acheminement,

Par ailleurs, L'EPAF a essayé de répondre à la demande des courts séjours pour les plus jeunes. Le CDAS44 a déploré le manque de retour sur cette nouvelle offre (que le 44 avait déjà mis en place pour la Toussaint depuis plusieurs années avec succès).

Bilan crèches

Une bonne nouvelle ! ... ou presque.

Rappel : les parents d'enfants de 0 à 3 ans peuvent bénéficier de places en crèches. Mais même si le nombre de berceau dans le 44 augmente (9 en 2013, 12 en 2016, 14 en 2017 et 15 fin 2018), au regard du nombre d'agents, cela risque d'être fort insuffisant.

Il nous arrive régulièrement d'épauler des collègues en situation de recherches urgentes.

Pour information : 510 berceaux sur tout le territoire (504 en 2016). Le coût de cette prestation est au niveau national de 3,5 millions d'euros.



Point d'étape sur le Crédit Actions locales 2018

Rappel des apports annuels de chacune des catégories dans le budget de l'Action sociale



Enfant	Actif	Retraités
36,82 €	9,57 €	3,19 €

Budget local 2018

Rappel : il n'est cette année que de 112 000 € au lieu des 118 000 € prévus suite à une erreur dans le calcul du nombre d'enfants. La DGAFP se propose de ne reverser les 6000€ d'écart que sur factures.

FO a initié un vœu afin que cette somme soit mise à disposition du 44.



Crédit d'Actions Locales 2018

Activités pour les enfants



6 -7- 8 ans	
<ul style="list-style-type: none"> ✗ Lieu Magique (spectacle et atelier d'initiation) 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ 74 participants sur 2 demi-journées (sur un potentiel de 287 enfants) ✗ Date : 16 et 23 mai 2018 ✗ Coût total : 2080 € (sans participation des parents)

9 - 10 ans	
<ul style="list-style-type: none"> ✗ Pont Caffino (activité escalade, tir à l'arc, canoé, sarbacane,) 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Potentiel : 50 participants sur un potentiel de 198 enfants ✗ Dates : 27 juin (½ journée) ✗ Coût total : 1737 € (sans participation des parents)

11 - 12 ans	
<ul style="list-style-type: none"> ✗ Escape Games John Doe (missions à remplir et énigmes à résoudre) 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Potentiel : 232 enfants ✗ Date : 3 mercredis après-midi (novembre?) ✗ Coût estimé / enfant : 30 € ✗ Coût total estimé à 2 140 € sans participation des parents



13 - 14 ans	
<ul style="list-style-type: none"> ✗ Parc Disney (en car, le coût du transport en train étant trop élevé) 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Potentiel : 278 enfants (coût estimé / enfant : 118 €) ✗ Date : 23 octobre 2018 ✗ Coût total estimé à : 11 810 € avec participation des parents de 0 à 30 € selon le QF



Minis-colos de la Toussaint

<ul style="list-style-type: none"> ✗ Centre Ducherais à Campbon (Thématiques autour des poneys et de la cuisine) 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Potentiel : 717 enfants ✗ 35 à 40 places (6 à 12 ans) ✗ Coût estimé / enfant : 167€ ✗ Coût estimé : 5 520 € avec participation des familles de 160 à 370 € à selon QF
---	---

Arbre de Noël

<ul style="list-style-type: none"> ✗ Spectacle à la Cité des Congrès « La merveilleuse légende de l'enfant pirate » 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Coût estimé à 65 000 €
--	--



Animations : Maquillage et déambulations (Saxo et échassiers) . Chocolats offerts aux enfants / opération Père Noël vert reconduite / Invitation d'enfants du Secours Populaire et Croix-Rouge française. (NB : chèque cadeau de 30 € pour les 0 à 3 ans/ chèque cadeau de 25 € pour les 13 et 14 ans.

Sorties spectacles inter-génération



<ul style="list-style-type: none"> ✗ Match d'improvisation Hero Corp VS Montréal du 19 mai 2018 à la Cité des Congrès 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ 300 places ✗ Coût : 4 600€
<ul style="list-style-type: none"> ✗ Concert Opéra Graslin le 5 juin 2018 (financé en partie avec le solde du budget 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ 300 places ✗ Coût : 3 000€

Sortie journée

<ul style="list-style-type: none"> ✕ Journée les Machines de l'Île avec la visite des machines de l'Île (2h15 entre Galerie des machines et le Carrousel des mondes marins) et la visite guidée « Raconte-moi Nantes (1h30)» 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Coût estimé à 918 €
---	---

Sortie week-end familles

<ul style="list-style-type: none"> ✕ Week-end libre : Village vacances l'Arnèche à Meschers près de Royan du 22 au 24 juin (38 participants) 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Coût estimé à 1 180 €
<ul style="list-style-type: none"> ✕ Journée Les machines de Nantes (septembre ou octobre) pour un potentiel de 160 personnes. 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Coût estimé à 3 500 €



Consultations

<ul style="list-style-type: none"> ✕ Avocat 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ ½ journée par mois (sauf en août) ✕ Consultation possible par téléphone 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Estimation 2.200 €
<ul style="list-style-type: none"> ✕ Psychologue 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Permanences 1 à 2 fois par mois (consultation de 45mn sur RDV avec possibilité qu'elle se déplace hors de Nantes) 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Estimation 4 000 €
<ul style="list-style-type: none"> ✕ Conseillère Économie sociale et familiale 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Ces consultations sont plus financées sur les crédits d'action locale. Le gestion en est confiée à l'assistante de service sociale. 	

Retraités

<ul style="list-style-type: none"> ✕ Galette des Rois 25 janvier (170 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Coût : 1 656 €
<ul style="list-style-type: none"> ✕ Séjour en résidence EPAF à Saint-Lary du 12 au 19 mai 2018 (43 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Coût estimé : 2 5423 €
<ul style="list-style-type: none"> ✕ Journée Cornouaille gourmande de Quimper au Guilvinec (50 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Coût maxi estimé à 1 020 €
<ul style="list-style-type: none"> ✕ Noël festif : déjeuner spectacle (reste à définir) 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Coût maxi estimé à 3 024€
<ul style="list-style-type: none"> ✕ Cercle de loisirs 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Coût maxi estimé à 100€

Conférences

<ul style="list-style-type: none"> ✕ <u>Retraites</u> 	<ul style="list-style-type: none"> 5 octobre (avec une session à St-Nazaire si + 30 inscrits)
<ul style="list-style-type: none"> ✕ <u>Mes achats en toute sécurité sur internet par UFC Que Choisir</u> 	<ul style="list-style-type: none"> 12 juin (61 personnes)
<ul style="list-style-type: none"> ✕ <u>Les dangers des écrans</u> (reste à définir) 	<ul style="list-style-type: none"> 25 septem)
<ul style="list-style-type: none"> ✕ <u>Journée mondiale contre le SIDA</u> 	<ul style="list-style-type: none"> décembre
<ul style="list-style-type: none"> ✕ <u>conférence MGEFI</u> : gestion du stress 	<ul style="list-style-type: none"> 5 novembre

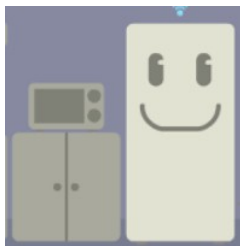
Rappel : chaque agent est en droit annuellement d'assister à 2 conférences (+ 1/2 journée pour les mutualistes pour celle de la MGEFI). D'ici ou là, nous remonte des difficultés pour y assister. Si c'est votre cas, vous pouvez prendre notre attache.

Solidarité Finances

<ul style="list-style-type: none"> ✕ Cadeaux (maladie, ...) ✕ Colis fin d'année 	<ul style="list-style-type: none"> ✕ Estimation pour 2018 : 2 500 €
---	--



Équipement coin-repas



x Pour les coins-repas agréés (sites n'ayant pas de convention avec un restaurant / agents bénéficiant de titres-restaurants)

x Estimation pour 2018 : 2 000 €

Participation financière en fonction du Quotient Familial

Mini Colo Toussaint 6 à 12 ans		PARTICIPATION DES FAMILLES (Coût transport) Sorties grands Parcs	
Quotient familial	participation CAL	Quotient familial	participation/enfant
< 753	65%	< 753	0 €
DE 754 à 944	50%	DE 754 à 944	10 €
DE 945 à 1440	40%	DE 945 à 1440	20 €
> 1440	20%	> 1440	30 €

Sortie Familles		Activités Retraités		
Quotient familial	participation CAL	Quotient familial	participation CAL	Spécial séjour Epaf
<770	60%	< 984	50%	25%
De 771 à 1250	50%	DE 985 à 1305	40%	16%
De 1251 à 1729	25%	DE 1306 à 1729	30%	8%
>1729	10%	> 1729	10%	4%

Prochain CDAS en septembre pour le recrutement du(de la) futur(e) délégué(e).

Les élus FO en CDAS 44	Chrystelle TONNELIER FO DRFiP 44	Julie BILLY FO SRE	Christine FLOCH FO DRFiP 44	Anne-Laure QUERE FO DRFiP44
----------------------------------	---	-------------------------------------	--	--



**ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES
DU 29 NOVEMBRE
AU 6 DÉCEMBRE 2018**